Denis Szabo (1929-) et Marc Leblanc

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC)
Université de Montréal

(1994)

“Introduction
Orientation de la recherche
criminologique au Québec:
des années 1980 aux années 1990”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Denis Szabo et Marc Leblanc, **“Introduction. - Orientation de la recherche criminologique au Québec : des années 1980 aux années 1990”**.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, **Traité de criminologie empirique**, 2e édition, pp. 1-11. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp.

M. Szabo est criminologue et fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC), Université de Montréal

Avec l'autorisation formelle des auteurs accordée respectivement les 25 et 23 mai 2005 de diffuser tous leurs travaux.

Courriel : denis.szabo@umontreal.ca ou son assistante :
gwladys.benito@umontreal.ca
marc.leblanc@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Denis Szabo et Marc Leblanc (1994)

Criminologues, Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

“Introduction. - Orientation de la recherche
criminologique au Québec: des années 1980
aux années 1990”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, **Traité de criminologie empirique**, 2e édition, pp. 1-11. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp.

Table des matières

[La criminologie empirique au début des années 1980](#)

[Le traité de criminologie empirique](#)

[La structure du traité](#)

[Le contenu](#)

[Première partie](#)

[Deuxième partie](#)

[Troisième partie](#)

[Quatrième partie](#)

[Les outils](#)

[Les cadres de la production](#)

[Articles du livre disponibles](#) sur le portail des Classiques des sciences sociales.

Denis Szabo et Marc Leblanc

“Introduction. - Orientation de la recherche criminologique au Québec:
des années 1980 aux années 1990”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, **Traité de criminologie empirique**, 2e édition, pp. 1-11. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp.

La criminologie empirique au début des années 1980

[Retour à la table des matières](#)

Une décennie s'est écoulée depuis la première édition de *La Criminologie empirique au Québec*. À l'origine, l'ouvrage fut préparé à l'occasion du 25e anniversaire de la création de l'École de criminologie à l'Université de Montréal. Fruit d'un effort collectif des criminologues québécois, la publication de cette synthèse des travaux de recherches, visait plusieurs objectifs, que voici :

- a) Les auteurs voulaient démontrer l'existence d'un champ de recherche spécifique sur la question criminelle. Fruit d'un recentrage théorique, conceptuel et méthodologique, autour d'un nouveau pôle disciplinaire situé à l'intersection des sciences sociales, de la médecine, de la psychologie et du droit, la criminologie s'est constituée en discipline autonome, dans le vaste concert des sciences de l'homme et de la société. Le projet criminologique définissait ses propres finalités, son propre champ d'investigation et d'activités ;
- b) En utilisant l'adjectif « empirique », les criminologues québécois voulaient signaler qu'ils n'avaient pas l'intention de traiter

leur sujet en tant que discours sur le crime, la criminologie ou la réforme pénale. Les essais, l'interprétation des études de cas furent écartés du champ d'étude. Il s'agissait plutôt de la prise en compte du phénomène criminel grâce à l'application des méthodes propres aux recherches dans les sciences humaines. Le qualificatif « empirique » désignait ainsi le recours aux méthodologies scientifiques ;

- c) La recherche empirique coûte cher ; les opérations de collecte des données et leur exploitation statistique sont dispendieuses. Rarement lui rend-on justice dans l'atmosphère intellectuelle contemporaine qui règne dans les sciences humaines. Les essais, basés sur des intuitions fulgurantes, les discours inspirés par des idéologies partisans, font recette devant le public cultivé ou devant l'opinion publique, grands consommateurs de nouveautés, de paradoxes. Ce même public est souvent frappé d'indifférence en face des démonstrations laborieuses des chercheurs « empiriques ». Pourtant, les conclusions toutes provisoires qui se dégagent des études rapportées n'étaient que les sommets des « icebergs » dont la partie immergée représente une grande quantité de travaux théoriques et empiriques enfouis dans les thèses, dans des rapports de recherches commandités ou exécutés à la suite d'un contrat. Les auteurs de ce volume tenaient à remettre en valeur toutes ces recherches confinées à l'anonymat des archives ou aux recoins des centres de documentation ;
- d) Cet ouvrage voulait aussi montrer la contribution originale des chercheurs québécois au grand chantier de la criminologie canadienne et internationale. Les frontières linguistiques disparaissent, hélas ! moins facilement que les frontières douanières. Il existe bien des « douaniers » de l'esprit intraculturels, pratiquant l'exclusion d'après les critères idéologiques ou politiques. Cependant, la domination unilatérale de l'anglais dans les sciences sociales, en quelque sorte naturelle, stimule les chercheurs canadiens francophones à s'exprimer aussi en français, qui courent ainsi le risque de passer inaperçus dans les références bibliographiques de leurs collègues anglophones ;

- e) Le caractère appliqué de notre discipline nous incitait à mettre les résultats de nos travaux à la disposition de nos étudiants, mais également de ceux qui pratiquent leur métier dans le champ de la justice pénale des mineurs comme des adultes. Nous souhaitons leur livrer un outil d'éducation permanente, en réintroduisant les résultats des recherches dans la pratique de l'intervention criminologique.

Ce sont là les raisons qui ont présidé à la rédaction de la première version de cet ouvrage au début des années 1980.

Le traité de criminologie empirique

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi une nouvelle édition ? Pour l'essentiel, il s'agit de rendre compte de la production scientifique de la décennie écoulée. Comme dans toutes les sciences, les résultats des recherches criminologiques constituent des denrées périssables. Sans se renouveler aussi radicalement que dans les sciences exactes, les recherches se sont considérablement développées au Québec durant cette décennie. Cette période voit d'abord la maturation intellectuelle d'une équipe de chercheurs ayant débuté dans la carrière universitaire un quart de siècle auparavant. On relève une consolidation conceptuelle et méthodologique marquée de la démarche qui se manifeste dans une visée théorique plus prégnante. On note l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs dont la stratégie propre de recherche s'édifie sur les acquis de la génération qui la précède. Enfin, on remarque une certaine re-composition conceptuelle et méthodologique du champ criminologique. La crise épistémologique des années 1970 qui a révélé certaines insuffisances de la criminologie étiologique a laissé des traces indélébiles.

Pourquoi changer de titre, pourquoi utiliser le mot « Traité » ? L'allure de bien des chapitres de l'édition de 1985 reflète un constat sur l'état des connaissances. La présentation est, elle aussi, souvent plus

esquissée que systématique. Certains domaines furent « désignés » telle la victimologie. Des institutions, comme la police, furent appréhendées.

Le progrès de la professionnalisation de la pratique criminologique exige des textes pouvant constituer des guides sûrs tant pour les chercheurs que pour les praticiens. Les méandres des recherches demeurent insondables, sans le secours d'une main sûre qui fait le point et interprète les acquis de la recherche. L'accent est mis moins sur le caractère « inventaire » - bien que l'on tente de couvrir les champs retenus aussi exhaustivement que les données le permettent - que sur l'évaluation critique de l'apport des recherches à la connaissance du phénomène et à des stratégies d'intervention qu'elles sont susceptibles d'inspirer aux divers acteurs de la scène pénale.

La structure du traité

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons préservé la structure tripartite de l'ouvrage original. Le « Phénomène criminel » nous informe sur la manière dont les auteurs ont construit et délimitent l'objet de leur étude. La « Justice pénale » précise les contours de l'incontournable vis-à-vis du phénomène criminel, sa raison d'être en quelque sorte, puisqu'il n'y a pas de crime sans qualification pénale. C'est d'ailleurs par là que notre discipline se démarque de la sociologie de la déviance qui, elle, appréhende un phénomène d'essence psychosociale, socio-économique ou politique. Finalement, les « Mesures pénales » témoignent de la vocation appliquée de la criminologie. Ces mesures peuvent être analysées, évaluées, les solutions recherchées, etc. Une quatrième partie, intitulée « Points de repères » achève l'ouvrage. Son contenu souligne le caractère systématique du présent traité. En effet, l'histoire des origines de la criminologie au Québec, la mise en place de ses points d'ancrage institutionnels, son évolution récente, donnent un éclairage indispensable pour la compréhension d'une discipline dont l'identité se consolide.

Notre discipline entre effectivement dans sa phase de maturité au Québec : point n'est besoin d'argumenter au sujet de sa légitimité, de son utilité sociale. La criminologie s'est constituée à partir du labeur de ceux qui la pratiquent dans notre milieu, qui l'ont acceptée sans détour. Son histoire constitue un chapitre intéressant de l'histoire générale de la société et de la culture québécoise. Le « Guide du chercheur » est illustratif, lui aussi : il révèle le poids relatif - qui n'est pas mince - de la production scientifique du Québec, dans le contexte de la criminologie internationale. Il souligne aussi son ouverture au monde, située comme elle l'est, au carrefour des civilisations de l'Atlantique Nord.

Le contenu

Première partie

[Retour à la table des matières](#)

Consacrée au « Phénomène criminel », la première partie comprend quatre chapitres. Lorsqu'il examine les tendances de la criminalité apparente et celles de la réaction judiciaire au Québec, Marc Ouimet met un point final au débat stérilisant des années 1960-1970, qui jetait le discrédit sur les statistiques judiciaires au moment même où l'administration faisait un effort considérable pour en améliorer la qualité et la présentation. Ainsi a-t-on privé la criminologie, comme la politique criminelle, des données numériques indispensables. Bien sûr, les statistiques judiciaires et policières se sont améliorées depuis l'époque où on les qualifiait de simple comptabilité administrative, reflétant le fonctionnement de l'appareil judiciaire. Les critiques des chercheurs y étaient, sans aucun doute, pour quelque chose. Grâce à l'excellente qualité de nos statistiques canadiennes, l'auteur est en mesure de dresser un tableau précis des mouvements de la criminalité au Québec, dans la ville de Montréal ainsi que dans les régions. Les courbes ascendantes semblent se stabiliser vers la fin des années 1980. Les taux de délit de violence se situent entre le sommet américain et la relative benignité des taux ouest-européens. Notre taux d'incarcération

est cependant élevé, malgré le recours massif, depuis quelque temps, aux amendes et à d'autres mesures alternatives aux peines privatives de liberté. Certains y verraient la confirmation de la vieille loi de Quételet sur la relative stabilité des mouvements de la criminalité. On retient aussi les perspectives encourageantes pour les recherches futures, le jour où les observatoires de la criminalité seront mis en place. Alimentés par des données sûres, tant d'ordre qualitatif que quantitatif, ces observatoires permettront de suivre, de comparer, d'interpréter et, parfois, d'expliquer la conjoncture criminelle dans le contexte socio-économique, culturel et politique du jour.

La délinquance des mineurs fut considérée, à juste titre, comme le secteur pilote par excellence, aussi bien de la recherche criminologique que de la politique criminelle. Les magistrats devaient « comprendre » les adolescents qui comparaissaient devant eux. Ils devaient prendre à leur endroit des mesures qui assureraient leur resocialisation. Des données, recueillies par la science, étaient indispensables à la réalisation de cette mission. On ne s'étonnera donc pas que la recherche criminologique en ait grandement bénéficié. Marc LeBlanc en dresse le bilan à partir d'une riche moisson. Incontestablement, c'est la problématique la plus systématiquement examinée, sous l'empire d'une méthodologie rigoureuse, de tous les champs criminologiques. Le phénomène fut non seulement décrit dans sa diversité déconcertante - la déviance des adolescents frôlant la délinquance recouvre des comportements très variés - mais, grâce au recours à des techniques d'analyses longitudinales, la dynamique des comportements peut être prise en compte. Les études sur la délinquance des mineurs ont inspiré également un des rares efforts d'explication intégrative de la conduite délinquante située aux confluent des théories psychologiques et sociologiques. Les contours d'une authentique « criminologie développementale » sont esquissés, malgré la relative faiblesse des études visant la confirmation transculturelle et comparative. On relève aussi des lacunes dans la reproduction des observations et la vérification systématique des hypothèses. À travers la présentation des matériaux, ce premier chapitre voit la consolidation de l'approche étiologique dans la recherche rigoureuse de la causalité dans l'explication du comportement délinquant. Cette approche est nourrie, en particulier, par les acquis de la psychologie sociale et comportementale qui confortent ces interprétations.

Une perspective toute différente se dégage du chapitre rédigé par Maurice Cusson, Gilbert Cordeau et Raymonde Boisvert. Ces auteurs considèrent l'acte criminel comme le résultat d'un calcul rationnel de coûts et de bénéfices dans l'acquisition (illégale) de biens. Ils mettent moins l'accent sur l'étude de la causalité motivant les conduites délinquantes, comme c'est le cas des chercheurs qui postulent le paradigme construit autour de l'analyse du comportement criminel. Le paradigme de l'acte criminel suppose l'existence d'acteurs motivés par un calcul rationnel ayant en vue la réalisation d'une entreprise illégale.

C'est grâce à l'analyse stratégique (où les moyens mis en oeuvre sont subordonnés aux fins arrêtées) que le phénomène est appréhendé. En fait, il s'agit de considérer les criminels comme des acteurs opérant sur un marché où les biens mobiles sont plus ou moins efficacement protégés. Cette protection est assurée soit par la présence de leurs propriétaires, soit par celle des services de sécurité publics ou privés. L'interaction dynamique entre les délinquants et leurs opposants constitue le champ d'analyse. Les divers acteurs sont considérés comme des sujets décidant de leur stratégie d'intervention en face de leurs opposants. Ces derniers les contrent par des stratégies soit défensives, soit préventives. L'étude de ces diverses tactiques fait l'objet de l'analyse stratégique.

L'approche théorique propre au paradigme de l'acte criminel s'appuie sur l'apport originel de l'école écologique de Chicago, et, plus près de nous, sur certaines théories économiques (H. Simon, G. Becker) ou sociologiques (R. Boudon).

S'il existe une activité qui prend une importance prépondérante dans le champ pénal, c'est bien celle de la consommation des substances psychotropes. A côté des drogues « socialisées » tels l'alcool ou le tabac, d'autres substances et médicaments psycho-actifs sont massivement apparus sur le marché. Ni le système normatif de régulation sociale, ni celui du contrôle socio-judiciaire n'étaient prêts pour les encadrer. Serge Brochu prend la mesure de la prévalence de la consommation des psychotropes dans la population générale avant de l'analyser plus en détail chez des personnes judiciairisées. Il pose la question du traitement, étant donné les enjeux aussi considérables

pour la santé que pour la sécurité publiques. Il analyse les lois actuelles et relève leur impact sur le phénomène. Le bilan des recherches fait état de lacunes graves : nous ne savons pas tout des rapports de causalité entre la consommation et la dynamique de la conduite délictueuse. Nous prenons également conscience des obstacles majeurs que pose l'intervention thérapeutique dans un contexte de contrainte judiciaire. Cependant, soulignons-le, ces recherches ne renseignent que sur le volet « demande ». L'autre volet, tout aussi important pour le criminologue, concerne « l'offre ». Il ne figure pas dans ce bilan, faute de recherches à recenser.

Deuxième partie

[Retour à la table des matières](#)

Les études sur la justice pénale font l'objet de la deuxième partie du traité. Pour les criminologues, la justice pénale ne se réduit ni à une entité juridique (ensemble des lois, des règles procédurales, de la jurisprudence), ni à une entité organisationnelle (relais et structures bureaucratiques). Elle est saisie à partir d'un ensemble de représentations, d'attitudes et d'opinions des justiciables d'une part, et de pratiques de l'autorité judiciaire, d'autre part. La synthèse critique des travaux réalisée par Pierre Tremblay est établie à partir de sondages d'attitudes vis-à-vis de l'institution judiciaire, de sondages sur la connaissance des lois et des pratiques pénales. Ces sondages, pratiqués sur des échantillons méthodiquement sélectionnés, s'étendent à la détermination de la peine : le public choisit entre diverses sentences, applicables à une variété de causes criminelles.

Pierre Tremblay examine trois types de sondages, chacun inspiré par une approche théorique. On a cherché à connaître soit l'origine de la punitivité et de l'intolérance, soit l'exactitude des informations, passées au crible par des structures cognitives individuelles ou collectives, soit, finalement, le jugement de cette même opinion publique à travers des simulations individuelles particulières.

Trois questions furent posées, trois méthodologies particulières furent choisies, et trois réponses fort différentes furent obtenues par les

chercheurs, qui les interprétèrent dans des contextes théoriques divers. La richesse relative des études empiriques et leur caractère cumulatif permettent à l'auteur l'exercice d'un jugement critique bien documenté et réfléchi.

La justice des mineurs fut affectée par plusieurs réformes importantes au cours des deux dernières décennies. Celles-ci étaient suscitées par l'accroissement de la délinquance juvénile et par l'élargissement notable de l'éventail des techniques d'intervention pré- ou parajudiciaire. Jean Trépanier et Louise Langelier Biron montrent comment le processus de « déjudiciarisation » fut entamé et eut pour conséquence l'effacement progressif des frontières entre l'enfance délinquante ou en danger. Nous sommes en présence d'un domaine particulièrement sensible de la politique criminelle parce qu'imbriqué profondément dans le champ plus vaste de la politique sociale. Les auteurs examinent le fonctionnement des services réservés aux jeunes délinquants. Ils notent, par exemple, comment le contrôle social a tendance à se transformer en contrôle proprement judiciaire. S'agit-il là d'effets pervers d'une réforme, dirigée pourtant dans le sens d'une progressive déjudiciarisation ? Ou bien, la logique même du système impose-t-elle cette évolution ? La question reste ouverte, même si les auteurs présentent des éléments de réflexion précieux.

L'institution policière est, sans conteste, le secteur stratégique le plus crucial, aux côtés de la justice des mineurs, dans l'étude empirique de la justice pénale. La question de la sécurité publique - en face de l'augmentation de la criminalité et de l'accroissement de l'inquiétude du public, de l'ordre public démocratique, - en face des activités terroristes et maffieuses -, celle du respect des droits de la personne dans la procédure pénale - en face des soi-disant exigences d'efficacité de l'intervention policière - sont autant d'interpellations qui ont encouragé et conforté les recherches sur la police. Celle-ci n'est pas naturellement accessible ou accueillante aux chercheurs en sciences sociales. La résistance institutionnelle et l'interprétation corporatiste restrictive de l'esprit de corps s'opposent à la « pénétration » de l'organisation par des éléments qui lui sont étrangers. Les pratiques policières s'inscrivent, par ailleurs, dans un contexte normatif. L'application des lois est délicate à observer pour le chercheur. Les « illégalismes » sont, en

effet, omniprésents dans la tête de tous les acteurs de la scène sociale ou judiciaire.

Jean-Paul Brodeur éprouve à juste titre le besoin de préciser le qualificatif « empirique » appliqué aux recherches concernant la police. Il dénonce la possible confusion avec le « discours factuel ». Il rappelle la solidarité conceptuelle et méthodologique entre la recherche empirique et normative. Cela va sans dire, mais dans les circonstances, il valait peut-être mieux le préciser,

À la suite de ces mises au point, l'auteur rend compte des écrits descriptifs, des recherches théoriques et des travaux normatifs - si importants puisqu'il s'agit d'études sur les activités policières - soumis aux règles précisées par les lois. Champ particulièrement sensible du point de vue politique, les recherches québécoises récentes sur la police sont largement tributaires d'initiatives gouvernementales comme les commissions royales d'enquête. On ne s'étonne donc pas que le chercheur québécois soit « en perpétuelle hésitation entre le conseil du prince et l'office du savant ». Réflexion juste, qui s'applique, il faut bien le dire, à la majorité des travaux de recherches criminologiques sur la justice pénale. Situation ironique aussi : c'est la nature même de la recherche sur le crime, le châtement et la justice, qui interpelle la conscience du chercheur, le sens des responsabilités de l'intellectuel, et qui l'amène à se signaler à l'attention du Pouvoir. On sait combien Michel Foucault, « méta-empiriste » s'il en fut, (d'après la terminologie de notre auteur) souffrait de la modicité de son influence auprès de ses amis exerçant le pouvoir politique.

Troisième partie

[Retour à la table des matières](#)

Les mesures pénales - troisième partie du traité - débute par le chapitre consacré aux peines, rédigé par Pierre Landreville et Guy Lemire. L'infliction des peines à certains comportements détermine l'objet même de la recherche criminologique. L'exclusivité du droit de punir est l'image de marque de l'État de droit, comme la vengeance en est, sans doute, la négation. La récidive occupa, traditionnellement, le

cœur des études pénologiques. En effet, la réhabilitation des criminels figurait parmi les finalités du régime d'exécution des peines. C'est pour cette raison que les effets de l'emprisonnement sur les détenus et l'évaluation de l'impact des méthodes de resocialisation sur ces derniers furent un centre d'intérêt des chercheurs en pénologie.

Les vifs débats politiques et philosophiques sur la finalité des peines a considérablement élargi le champ d'intérêt des chercheurs. Les mesures alternatives à l'emprisonnement, la libération conditionnelle, les amendes, la probation, les travaux communautaires suscitent un grand intérêt. L'emprisonnement à défaut de payer l'amende, mesure qui frappe une proportion non négligeable des condamnés à des courtes peines, se révèle comme un des pourvoyeurs majeurs de détenus dans les prisons provinciales.

Les débats autour de l'abolition de la peine de mort ont suscité des recherches sur son effet préventif. Il en fut de même pour l'analyse des conséquences de l'incarcération (casier judiciaire), sur les chances des ex-détenus à joindre le marché du travail. À l'instar de la police, l'intérêt du Prince s'exprime à travers des commissions d'enquête gouvernementales. Elles furent des adjuvants importants de la recherche empirique en pénologie. Néanmoins, c'est l'inquiétude morale des criminologues qui motive leurs interrogations sur la pertinence de la finalité des mesures pénales et qui demeure un stimulus important pour leurs recherches. En fin de compte, l'inquiétude du gouvernement ou des chercheurs ne fait que refléter celle de l'opinion publique. L'ampleur de leur perplexité se traduit dans l'importance de la moisson de recherches empiriques, analysées par Pierre Landreville et Guy Lemire.

Le deuxième champ d'application des mesures pénales concerne les mineurs. C'est à ce propos que l'on constate l'intégration exemplaire de la recherche étiologique (1^{re} partie du Traité) avec l'application de ces connaissances sur le fonctionnement des internats et l'évaluation des méthodes d'intervention auprès des mineurs. Marc LeBlanc examine l'efficacité de l'internat. Elle est basée sur l'analyse du comportement des sujets pendant leur séjour en institution. On prend également en compte les changements intervenus dans le fonctionnement psychologique, la récidive aussi bien que l'adaptation sociale subséquente au retour à la vie libre.

Ici comme ailleurs, c'est la curiosité intellectuelle du chercheur d'une part, et les intérêts politiques et pragmatiques des pouvoirs publics d'autre part, qui se trouvent à l'origine de nombreux rapports de recherche. Ceux-ci servent de base ou d'inspiration aux propositions de réformes législatives ou institutionnelles.

C'est peut-être dans ce secteur que l'on voit le plus manifestement et avec le plus de détails et d'exemples précis, l'apport de la recherche criminologique aux politiques d'intervention auprès des mineurs délinquants. Nous assistons à l'émergence d'une criminologie développementale, proche parente de la psychologie développementale, au service de la justice des mineurs.

Tous les malades mentaux ne sont pas des criminels, mais il y a beaucoup de déficients mentaux parmi les criminels incarcérés. Ce vieil adage est clairement confirmé par les recherches que Sheilagh Hodgins expose dans le chapitre consacré aux « malades mentaux et la justice ». Malgré la présence, depuis plus de 20 ans, de l'Institut Philippe Pinel, réservé au traitement des criminels déclarés inaptes à subir leur procès pour cause d'irresponsabilité due à une maladie mentale, les recherches révèlent une situation particulièrement préoccupante. Il en va de même des patients internés pour une durée indéterminée. Dans le cas des premiers, c'est le diagnostic psychiatrique qui pose problème ; dans le cas des seconds, c'est le traitement. On note une détérioration de la situation depuis 1985. Ici, comme ailleurs en pénologie, on paie le prix du temps d'arrêt brutal que la crise du traitement a imposé au développement des services médico-psychologiques.

Quatrième partie

[Retour à la table des matières](#)

Finalement, la quatrième partie comprend l'étude de Jacques Laplante sur l'histoire de la constitution du champ pénal comme domaine privilégié de l'analyse et de l'intervention d'une nouvelle discipline, la criminologie. L'intérêt pour cette discipline s'est manifesté, dès les

années 1950, aussi bien en médecine qu'en droit, en psychologie, en travail social ou en sociologie. Toutefois, ce n'est qu'après l'institutionnalisation, en 1960, dans un département autonome à l'Université de Montréal, que la criminologie comme les criminologues sont apparus tels qu'ils sont aujourd'hui sur la scène universitaire et sur le marché du travail. Largement nourrie par les diverses sciences de l'homme et de la société ainsi que par les sciences juridiques, la criminologie s'est affirmée comme une science appliquée et une discipline de formation pour les intervenants auprès des délinquants et les instances diverses du système de justice criminelle.

À l'instar des autres sciences sociales, la criminologie ne fut pas exempte des crises qui ont secoué ces disciplines au cours des années 1970. Les points de vue, les « regards » différents se sont multipliés sur l'objet même de la discipline, sur son rôle social et politique. La « reconstruction » du sujet de la connaissance a gagné du terrain. Un pluralisme théorique et méthodologique s'est fait jour, à l'opposé de la tradition positiviste qui fut dominante jusqu'aux alentours des années 1960. Loi inexorable de la vie, les générations se succèdent, apportant avec elles leur propre sensibilité, leur vocabulaire, leurs préférences théoriques, méthodologiques et politiques. L'auteur rend justice à cette évolution qui a su éviter, malgré des tensions, l'éclatement de notre discipline.

Les trois générations (déjà !) qui ont participé à la réalisation du présent traité ne se trouvent apparemment pas à l'étroit dans les cadres normatifs de cette discipline de carrefour et néanmoins autonome qu'est la criminologie. Peut-être faudrait-il écrire « criminologies » comme on écrit « délinquances », par opposition au monolithe mythique du « délinquant » ou de la « criminalité ». Cet ensemble est intégré, institutionnellement, à l'intérieur des cadres universitaires, scientifiques, dans le processus de production de connaissances dûment identifié. Il pourvoit aussi à la formation d'intervenants identifiés comme « criminologues », tant auprès des individus que des groupes ou des collectivités.

Le Guide bibliographique d'André Normandeau illustre et atteste la richesse et l'importance de la documentation criminologique.

Les outils

[Retour à la table des matières](#)

Il est remarquable de constater, à la lecture des divers chapitres que nous venons de présenter, que les chercheurs ont utilisé les diverses méthodes de cueillette de données que proposent les sciences humaines et ce, de façon éclectique. Ainsi, aucun des sujets abordés par les chercheurs, dont les travaux sont recensés ici, ne l'a été grâce à une seule et unique procédure. On a utilisé toutes les méthodes de cueillette des données ; de l'observation participante à l'observation systématique, de l'entrevue ouverte au questionnaire structuré, du document personnel aux dossiers institutionnels jusqu'aux statistiques organisationnelles.

Cette multiplicité d'approches montre que les chercheurs québécois ne se sont pas laissé embourber dans un débat stérile sur la valeur d'une procédure. Ils ont adopté celles qui convenaient au problème posé : des méthodes qualitatives pour l'exploration, des méthodes quantitatives pour la vérification d'hypothèses dans un domaine où l'exploration était complétée. De plus, ils ont su choisir les techniques d'analyse appropriées ; ainsi, ils n'essaient pas d'utiliser des techniques statistiques sur des données qualitatives ni de se servir des techniques statistiques les plus raffinées lorsque la question à l'étude appelle des procédures descriptives. Aussi, dans les champs les plus étudiés et les plus riches sur le plan théorique, le domaine de la délinquance juvénile par exemple, on ne s'est pas limité à des techniques élémentaires mais l'on a accédé aux procédures les plus complexes d'analyse des données.

S'il faut souligner avec force cette diversité des méthodes de recherche de la criminologie québécoise, il convient aussi de réaliser que les deux grands modes de connaissance, la description et l'explication, ont été bien mis en oeuvre. Ce faisant, les deux fonctions de la recherche, qui ne connaissent pas toujours un développement équi-

bré dans toutes les disciplines, étaient assurées : l'accroissement des connaissances ou la recherche fondamentale, d'une part, et l'amélioration de la pratique par une évaluation continue, soit la recherche appliquée, d'autre part.

Au Québec, la criminologie empirique se caractérise par la diversité et l'ampleur des recherches fondamentales qui ont été réalisées au cours des trente-cinq dernières années. Chacun des chapitres de ce livre en témoigne. S'il faut s'en féliciter, il convient toutefois d'être bien conscient qu'il s'agit de recherches empiriques et parfois uniquement descriptives pour une partie d'entre elles. C'est seulement dans les secteurs limités qu'elles ont débouché sur des démarches intégratives et sur la formulation de théories précises. Au cours de la prochaine décennie, il faudra que les chercheurs québécois accèdent systématiquement à l'explication. Ce qui laisse encore à désirer, ce sont les théories à portée moyenne. Le progrès est toutefois digne de mention. Par rapport à la première édition de ce traité.

Les chercheurs québécois ne se sont pas bornés à faire progresser les connaissances, ils ont fait aussi des recherches appliquées. Il s'agit d'études évaluatives ayant pour objectif d'analyser les politiques et les institutions mises en place pour contrôler le crime. Depuis trente-cinq ans, les criminologues ont été des experts qui ont exécuté des recherches empiriques pour plusieurs commissions d'enquête, des ministères, etc. Ce patrimoine est important, par le nombre et par sa pertinence sociale, et la contribution de ces travaux réside assurément dans l'évaluation des internats et prisons, des services de sécurité, des pénitenciers, des toxicomanies et dans les recommandations pratiques qui en ont résulté. Une autre contribution importante est constituée par la même critique de travaux sur l'opinion publique à l'égard des lois et institutions de contrôle social.

Si la recherche empirique au Québec est caractérisée par la quantité et la qualité des instruments et par la poursuite d'objectifs scientifiques diversifiés, la production de connaissances, et surtout de connaissances appliquées, a encore pour sa part un défi majeur à relever : la réitération. Sans la répétition des études, nous ne pourrions jamais vérifier si les résultats sont le fruit d'une conjoncture particulière, inscrite dans l'espace et le temps, ou s'ils reflètent des réalités et pro-

cessus fondamentaux. C'est la tâche principale qui attend les criminologues engagés dans la recherche empirique partout dans le monde.

Les cadres de la production

[Retour à la table des matières](#)

L'implantation et l'enracinement de la recherche dans l'enceinte de l'École de criminologie et du Centre international de criminologie comparée se sont solidifiés. Les nouvelles équipes dirigeantes ont consolidé l'enseignement des cycles supérieurs, pépinières naturelles de vocations pour la recherche, et elles ont renouvelé la problématique des recherches, mettant l'accent sur les aspects comparatifs des travaux. Ceux-ci continuent à graviter autour du phénomène criminel et du fonctionnement du système pénal.

Comme nous l'avons constaté, nos recherches se partagent entre plusieurs paradigmes, sur le plan méthodologique et les approches théoriques. Le paradigme étiologique du comportement criminel cède le quasi-monopole de son approche intégrative au paradigme basé sur l'acte criminel, privilégiant le choix rationnel et stratégique des acteurs dans l'explication du passage à l'acte criminel.

L'insistance sur la construction et la déconstruction de l'objet pénal et l'impact de cette démarche sur l'interprétation de la question pénale s'accroissent et se renforcent.

À la lecture de ce traité, le pluralisme épistémologique, théorique et méthodologique, image de marque des criminologues québécois, se confirme. Ce pluralisme ne porte point atteinte à la cohésion intellectuelle et à la finalité morale partagée du projet criminologique. Ce dernier fut conçu dans le contexte de la révolution tranquille du début de la seconde moitié de notre siècle. L'heure était à l'édification de l'État québécois répondant au défi de la modernité. Celui-ci apportait avec lui un épanouissement de la société civile, multiforme et résolument pluraliste. On l'assimilait à un affaiblissement du système nor-

matif traditionnel et à l'émergence d'un nouveau système normatif. L'application de la Charte canadienne des droits et libertés contribue à la consolidation de la protection des droits de la personne. Elle pose aussi des défis inédits dans le monde de l'ordre public et celui de l'application des peines. Notre criminologie est profondément marquée par ses origines qui s'expriment dans sa vocation appliquée. Axée sur l'innovation, sur le changement planifié des services et des interventions, la criminologie québécoise, profondément « chez-elle » dans son milieu, s'ouvre vers l'avenir.

Cette diversité est également la conséquence du respect scrupuleux, de part et d'autre, de la liberté du chercheur. La cohésion, par la finalité du projet criminologique, est assurée à son tour par le respect tout aussi scrupuleux que les criminologues, dans leur vaste majorité, témoignent à l'égard du bien public que légitime l'existence d'un État de droit démocratique et libéral. Si ce diagnostic s'avère exact, dans ses grandes lignes au moins, il donnera l'explication de l'intégration harmonieuse tant de la criminologie comme pratique professionnelle, que de la recherche dans l'activité quotidienne de notre société ainsi que dans le fonctionnement de nos institutions.

Par ailleurs, nous continuons à nous situer sur la ligne de partage des eaux, entre les approches et les traditions scientifiques nord-américaines et européennes. Décidément, la vocation comparatiste et universaliste demeure inséparable de la criminologie québécoise. Celle-ci est éloquemment illustrée par les textes qui composent le présent traité. En effet, plus les thèmes « collent » à leur objet - toujours concrets, touchant aux institutions et affectant la vie quotidienne de nos concitoyens - plus ils rejoignent l'universel par la manière de les appréhender et de les interpréter.

Nous exprimons le ferme espoir que les contributions des générations futures de nos chercheurs justifieront une troisième édition de ce traité, une fois franchi le seuil du bimillénaire. Si le passé est garant de l'avenir, il en sera ainsi. Nos étudiants, à qui ce livre continue à être dédié, sont de véritables gages de la pérennité de cette belle aventure humaine et scientifique.

Articles de ce volume disponibles
sur le portail des Classiques des sciences sociales
dans la collection “Les sciences sociales contemporaines”

[Retour à la table des matières](#)

Marc LeBlanc, “La conduite délinquante des adolescents et ses facteurs explicatifs”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, *Traité de criminologie empirique*, 2e édition, chapitre 2, pp. 49-89. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Maurice Cusson et Gilbert Cordeau avec la collaboration de Raymonde Boisvert, “Le crime du point de vue de l'analyse stratégique”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, *Traité de criminologie empirique*, 2e édition, chapitre 3, pp. 91-112. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Jean-Paul Brodeur, “Police et recherche empirique”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, *Traité de criminologie empirique*, 2e édition, chapitre 7, pp. 221-261. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Marc LeBlanc, “La réadaptation des jeunes délinquants”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, *Traité de criminologie empirique*, 2e édition, chapitre 9, pp. 301-322. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

André Normandeau, “Un guide de lecture en criminologie francophone”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Denis Szabo et Marc Leblanc, *Traité de criminologie empirique*, 2e édition, chapitre 12, pp. 385-395. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1994, 464 pp. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]